

ECOLE ET VIOLENCE : CONTRIBUTION A LA CRITIQUE DE LA REGRESSION VERS LA BARBARIE FIE DOH LUDOVIC

Maître-Assistant au Département de Philosophie
Université de Bouaké (Côte d'Ivoire)

RESUME

La violence à l'école trouve une de ses origines dans la crise des valeurs. La tâche critique et thérapeutique de la philosophie peut offrir une voie de sortie de l'impasse, en montrant l'importance et l'impérieuse nécessité d'un programme d'enseignement insistant sur les valeurs que sont la justice sociale, le courage, la tolérance.

Mots clés : Barbarie, crise des Valeurs, Ecole, justice sociale, Philosophie, Tolérance, Violence.

ABSTRACT

Violence at school has its origin in the crisis of values. The critical and therapeutic task of philosophy can offer a new lead out of dead-end by showing the importance and imperative necessity for a learning programs that insists on values such as social justice, courage, and tolerance.

Key words : Barbary, Crisis of values, School, Social justice, Philosophy, Tolerance, Violence.

INTRODUCTION

L'école en Côte d'Ivoire, depuis les années quatre-vingt-dix, vit une véritable crise. À preuve, «*l'Université qui est le lieu de formation de l'élite s'est transformée en un champ de batailles où la violence chaotique est devenue le quotidien des étudiants*»¹. Ces derniers n'hésitent pas à s'affronter, armés de machettes et de gourdins, pour des différences idéologiques. Partout sur les campus, c'est le règne de la force. Des enseignants sont séquestrés voire frappés. Le respect du maître n'existe plus. Cette violence, quelles que soient ses justifications n'est que «*la macroscopie de la bestialité humaine*»². Et l'usage de la force comme mode d'expression, loin d'honorer l'institution universitaire, est bien symptomatique du malaise dans lequel se trouve l'école ivoirienne. Cette violence aujourd'hui a pour effet collatéral un désintérêt réel pour les choses de l'esprit. La tendance est, à présent, à la réussite facile,

la propension à la tricherie est évidente. Telle est la situation de l'école. Face à cet état de paralysie, en tant qu'éveilleur de conscience, le philosophe, comme tout intellectuel, est invité à réfléchir.

Si «*la philosophie est plus qu'un passe temps*»³, selon les termes de Marcuse, il appartient au philosophe de penser la situation de blocage du temple du savoir. Comment comprendre cette violence dans le milieu universitaire, et quelles solutions apporter pour ramener l'école sur les sentiers de la performance et de l'excellence ? Telle est la question qui va conduire cette réflexion. Précisément, quelle thérapie la philosophie peut-elle proposer pour la réhabilitation de l'école ? L'intention fondatrice est de montrer que la crise de l'école ivoirienne, sans vouloir méconnaître ses origines socio-économiques, est également une crise des valeurs, et pour apporter une solution à ce malaise, il faut encourager la justice sociale à laquelle, il faut ajouter ce qui nous semble un facteur essentiel, une formation appropriée qui prenne en compte les enjeux cognitifs et axiologiques. Car, au sujet de la crise de l'école, les origines sont souvent recherchées dans la crise économique que vit notre pays. Si cette interprétation est intéressante, elle reste insuffisante et peu convaincante comme seule explication possible de la montée de la violence dans nos Universités. C'est pourquoi, à la dimension économique, il faut adjoindre, l'éclipse des valeurs. Il s'agit d'abord de montrer les origines socio-économique et éthique de la crise qui mine l'école ivoirienne, en tenant compte de l'histoire politique des principaux syndicats d'étudiants et les mouvements politiques auxquels ils s'apparentent, et ensuite proposer les voies de sortie de l'impasse.

I.- CRISE DES VALEURS ET VIOLENCE ESTUDIANTINE

La violence est le caractère de ce qui se manifeste, se produit ou produit ses effets avec une force intense, extrême, brutale. Selon Lazar Judith, «*la caractéristique essentielle de la violence se résume dans l'attaque physique visant à meurtrir, blesser ou invalider l'autre, de manière directe ou indirecte*»⁴. Mais la violence n'est pas seulement physique, car la violence morale ou verbale peut causer presque autant de mal que la violence physique. Ainsi, qu'elle soit physique ou morale, la violence cause un préjudice à la victime. Et, «*plus que n'importe quel autre acte, la violence concerne un rapport à l'autre. Mais pour être à même de l'interpréter, il est nécessaire de l'analyser dans le contexte où elle se déroule*»⁵. Précisément, il faut tenir compte des conditions historiques de son émergence.

C'est pourquoi, la quête d'une solution au malaise que vit l'école ivoirienne exige que l'exercice de la philosophie se fasse dans le rapport de l'esprit à la réalité historique. Cette tâche indique que nous ne nous livrions pas à l'exercice de phraséologies sans véritable lien avec ce que vit l'école comme crise. Précisément, *«la philosophie ne peut atteindre l'individu dans son existence que si elle ne l'appréhende pas en tant que sujet abstrait, mais dans la plénitude de sa détermination historique unique : si elle atteint et saisit en même temps que lui le milieu qui lui est contemporain, l'être social»*⁶. La philosophie, au risque de dégénérer en bavardage qui n'engage à rien, doit toujours, sans réductionnisme, partir des faits réels, en tenant compte de leur contexte historique.

A- Intolérance et violence : le campus comme une zone de non-droit

Pour pasticher Horkheimer et Adorno, nous dirons que, l'Université, de tout temps a eu pour but d'instruire les hommes, de les libérer de la peur et de les rendre souverains. Mais l'Université, en Côte d'Ivoire entièrement *«éclairée»*, resplendit sous le signe de la violence triomphant partout. L'université se veut un lieu d'instruction, d'échanges culturels. Mais contre toute attente, elle est devenue le lieu de la violence permanente, de l'errance du chaos, de la peur généralisée. Aussi, la situation de la vie à l'université ressemble-t-elle étrangement, à bien des égards, à l'état de nature décrit par Hobbes.

L'état de nature, chez les philosophes que sont Spinoza, Hobbes, Locke et Rousseau, *«sans avoir la même description et le même contenu, désigne élémentairement la condition humaine hors et avant toute organisation sociale»*⁷. Et précisément chez Hobbes, cet état désigne ce que serait la situation des hommes en l'absence de l'État, à savoir une situation de guerre de tous contre tous. Hobbes affirme que *«l'état naturel des hommes, avant qu'ils eussent formé des sociétés, était une guerre perpétuelle, et non seulement cela, mais une guerre de tous contre tous»*⁸. C'est un état de violence permanente : les interactions naturelles sont violentes, c'est la lutte universelle pour le pouvoir. La misère et la peur universelles sont manifestes. Car, à tout instant chaque individu risque d'être tué par un autre, ou plusieurs autres provisoirement unis. *«Cet état de pure fiction, au sens où il n'y a jamais eu de semblable état naturel de l'humanité antérieur à toute socialisation, permet de rendre compte de notre actualité.»*⁹

En effet, notre université, lieu de l'intelligentsia, creuset des valeurs sociales, partage les traits caractéristiques de l'état de nature. La

violence, la prévalence de la force, l'anarchie et la peur généralisée indiquent bien que notre institution opère un "retour" à l'état de nature. Les étudiants n'hésitent pas à se découper à la machette, à frapper un des leurs jusqu'à ce qu'il perde la vie. Comme à l'état de nature, ce qui prime c'est l'asservissement de l'autre pour avoir le monopole de la parole, chacun pensant à son intérêt personnel. Les autres n'ont pas droit à la parole, ils n'ont pas de parole, parce que la raison et/ ou la parole du plus fort est toujours la *meilleure*¹⁰. Face à cet état de fait, il convient de dire que, nous courons vers la barbarie. Par barbarie, nous entendons, «*les préjugés insensés, la répression, le génocide et la torture*»¹¹. Mais, cette tentation de régression vers la barbarie traduite par la tendance très poussée des étudiants à la violence peut s'expliquer, à un premier niveau, par la crise économique que vit cette Institution. Ainsi, pour mieux comprendre la crise que vit l'université, il convient de présenter les conditions réelles d'existence et de travail des acteurs de l'université.

En effet, les problèmes de l'université «*concernent aussi bien l'accroissement des moyens disponibles en personnel, en locaux et en équipement pour faire face à l'afflux continu des étudiants, à l'action permanente en faveur de l'adaptation des méthodes (et contenus¹²) pédagogiques*»¹³. Aujourd'hui, nous assistons à un haut rythme d'accroissement des effectifs des étudiants des Universités. L'université de Cocody, déjà dans les années soixante-dix connaissait un taux d'augmentation de 170% en huit ans de progression, c'est-à-dire de 1970 à 1978. L'université de Bouaké délocalisée, du fait de la crise que vit la Côte d'Ivoire, disséminée à travers la ville d'Abidjan, sans infrastructures, compte plus de quinze mille étudiants. Dans un tel contexte, les services sociaux de diverses natures, qui devraient être assurés aux étudiants : logement, transport, restauration, etc. ne peuvent être mis en œuvre.

Ainsi, il faut le reconnaître, l'étudiant en Côte d'Ivoire vit et travaille dans des conditions difficiles. Les enseignants eux-mêmes n'ont pas d'espace, c'est-à-dire des bureaux pour recevoir les étudiants de façon individuelle en dehors des amphithéâtres et salles de travaux dirigés. Les amphithéâtres encombrés créent un climat de tension permanente. Des étudiants, pour avoir une place assise dans une salle de cours doivent être au campus à quatre heures du matin pour un travail dirigé qui doit commencer à huit heures. Cela peut créer la nervosité et peut

être l'occasion d'acte de violence. Aujourd'hui, les étudiants boursiers sont rares. Ceux qui ont la bourse ne la perçoivent qu'en fin d'année universitaire. Ils ne peuvent pas de la sorte en profiter dans le cadre de leurs études. Toutes ces conditions difficiles dans lesquelles se trouvent les étudiants font d'eux des proies faciles pour des idéologues et hommes politiques n'ayant que pour seul but, l'instrumentalisation de la gente estudiantine en vue de la conquête du pouvoir d'État. Cette réalité peut bien se comprendre à travers l'histoire politique des syndicats d'étudiants.

En effet, depuis sa création en mil neuf cent quatre-vingt-dix, qui coïncide avec l'instauration du multipartisme politique en Côte d'Ivoire, la Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI), est apparue toujours comme le bras séculier de partis politiques se réclamant de gauche. A dire vrai, depuis ces années dites de multipartisme, il n'est pas rare de voir les militants des partis d'opposition, participer aux meetings de la FESCI, pour disent-ils, soutenir la lutte d'étudiants, lutter pour le bien-être de la gente estudiantine. Mais, l'on se rendait compte par moment que les meetings d'étudiants étaient des lieux de dénigrement des autorités du moment, et par là même l'occasion pour l'opposition de se présenter comme celle qui pourrait trouver le Messie et/ou le magicien dont l'accès au pouvoir d'Etat, permettrait de trouver une solution définitive aux problèmes de l'école.

Mais contre toute attente, malgré l'accès de l'opposition au pouvoir, les problèmes de l'école en Côte d'Ivoire demeurent et se sont même accrus. Qui plus est, aujourd'hui, des enseignants qui demandent une amélioration de leurs conditions de vie et de travail sont méprisés par les autorités ivoiriennes actuelles, paradoxalement grands défenseurs, hier, de la cause des élèves, des étudiants et enseignants. Au regard de cette volte-face, on peut se demander si l'école et les jeunesses scolaire et estudiantine ne sont plus la priorité des amis d'hier. Ainsi, la situation de l'école aujourd'hui, et le peu d'intérêt accordé aux difficultés qui continuent de la miner nous font-ils dire que les avocats de l'école auprès de la FESCI n'étaient que des hommes politiques à la recherche d'adeptes pour mettre en difficulté le pouvoir politique du moment incarné par le PDCI-RDA. Et, on peut le dire, ils ont pu atteindre leur objectifs. Précisément, il s'agissait pour l'opposition de courtiser les syndicats pour continuer la quête du pouvoir d'Etat

sous une forme déguisée. Cette situation était bien perceptible dans les stratégies de luttes de la FESCI...

En effet, à travers ce syndicat d'étudiants, il fallait créer un climat insurrectionnel. Cette stratégie et/ ou stratagème consiste, à l'image de l'extrême gauche, à diffuser des messages du "salut", «*de préparer les esprits, par voie d'affiches, journaux, brochures, chansons, attroupements*»¹⁴. On l'a bien constaté, et il continue d'en être ainsi, la FESCI a toujours eu comme moyen de divulgation de ses idées et actions, les journaux d'opposition. Aux médias, s'ajoutent les groupes zouglo, rythme musical né dans le milieu universitaire, précisément à la cité universitaire de yopougon, actuelle Brigade Anti-Emeutes. Ces groupes de chanteurs dénonçaient les conditions de vie et d'étude difficiles des étudiants. À cela, il faut ajouter les actes de violences perpétrés sur les campus, dans les résidences universitaires et sur les populations, en dehors des cités universitaires. Les revendications étaient faites sous fond de casses, d'actes de vandalisme, créant ainsi une atmosphère d'insécurité généralisée à l'université. La tactique était d'instaurer un climat de terreur qui pousserait le pouvoir en place à des attitudes aux allures fascistes, en l'entraînant dans une logique de répression qui finirait par soulever contre le gouvernement la colère du peuple. Cet état de fait pourrait se lire comme l'une des explications de l'attitude passive des populations lors du coup d'Etat de 1999.

Comme on le voit, antichambre des partis politiques, avec la FESCI, s'enchevêtraient syndicalisme et politique. L'école était et continue d'être prisonnière d'hommes politiques et des leaders syndicaux qui n'ont pour ambition réelle que la conquête du pouvoir d'Etat. Les problèmes de l'école ne sont que des prétextes, les étudiants le dindon de la farce.

A preuve, tous les anciens leaders de ce mouvement sont devenus des figures de proue dans nombre de partis politiques représentatifs et même de la rébellion née du coup d'État manqué de septembre 2002. En effet, le premier secrétaire général, Ahipeaud Martial, secrétaire général de 1990-1992, a été aux côtés du général Robert Guei en tant que membre du secrétariat général de l'Union pour la Démocratie et la paix en Côte d'Ivoire (UDPCI). Il vient de créer son parti politique. Eugène Djué, secrétaire général de 1992-1993, son successeur a été le représentant du Front Populaire Ivoirien (FPI), famille politique du Président Laurent Gbagbo, en France. Avec la crise, il revient en Côte

d'Ivoire et crée "*l'Alliance pour le sursaut national*", pour dit-il, sauver son pays. Blé Guirao, secrétaire général de 1992-1995, a assuré la présidence de la jeunesse de l'Union Démocratique et Politique de Côte d'Ivoire (UDPCI). Soro Guillaume, secrétaire général de 1995-1998, après avoir été colistier de Madame Henriette Diabaté, Secrétaire Général du Rassemblement Des Républicains (RDR) aux élections législatives de 2000 à Port-Bouet, est devenu par la suite le leader charismatique de la rébellion, et aujourd'hui, Premier Ministre de la Côte d'Ivoire. Son traditionnel opposant et successeur Blé Goudé, secrétaire général de 1998-2000, est le leader de l'Alliance des jeunes patriotes qui a vu le jour dès le début de la crise qui secoue la Côte d'Ivoire. Il est également le fondateur du Congrès de la Jeunesse Panafricaine (COJEP) né dans le contexte de la crise. Au terme de son mandat en 2003, Jean Yves Dibopieu, secrétaire général de 2001-2003, n'a pas échappé à la règle. A la faveur de la crise, il a créé la "*Solidarité Ouest-Africaine*" (SOAP), pour, dit-il, lutter contre l'impérialisme.

A ces leaders, il faut également ajouter d'autres responsables qui n'ont pas résisté à l'appel des sirènes. Damana Pikas, deuxième secrétaire adjoint de Blé Goudé, est le représentant de la Jeunesse du Front Populaire Ivoirien (JFPI) en France. Doumbia Major, leader de la branche dissidente sous le mandat de Blé Goudé, est porte-parole de la rébellion à Londres ; Sidiki Konaté a été également le porte-parole de la rébellion à Bouaké, et à présent ministre de la République. Enfin, le dernier congrès de la jeunesse du RDR a été couronné par l'élection de Karamoko Yayoro, anciennement membre du bureau exécutif national de *Soro Guillaume*¹⁵.

A la vérité, la gestation ou l'éclosion des idées politiques à l'Université n'est pas une réalité négative, dans la mesure où le temple du savoir est, par excellence, le lieu de la liberté et de l'expression plurielle. Mais la confusion du champ politique et l'espace universitaire peut conduire à la violence. À preuve, traditionnellement bras séculier du FPI, la FESCI sous le Front Républicain (alliance politique FPI-RDR), en tant que syndicat d'étudiants s'est érigé en opposant du parti au pouvoir, le PDCI-RDA. Mais avec la rupture de l'alliance au sein du Front Républicain, une lutte de leadership s'installera au sein de la FESCI et aboutira à l'entrée des armes blanches comme moyen de lutte sur les campus. Car, naîtra au sein de la FESCI, deux tendances, l'une proche du FPI est tenue par Blé Goudé, et l'autre proche du RDR est dirigée par Doumbia

Major. Cette période, précisément à partir de 1999, a connu des actes de violence sur les campus, parfois sous le regard impuissant (!) des forces sécurité. Il n'était pas rare de voir des étudiants se pourchasser sur le campus, armés de couteaux, gourdins et de machettes, créant ainsi un climat d'insécurité totale et de terreur. Les étudiants désormais, au lieu de se consacrer à leurs études, préfèrent s'installer dans une logique de violence les uns contre les autres.

Comme on le voit, la violence est fondée par une instrumentalisation des étudiants. Car, les problèmes en milieu universitaire, s'ils sont réels, servent parfois de prétextes pour des luttes politiciennes. Ainsi, les étudiants, manipulés, pensent lutter pour leurs conditions d'étude. Et dans la logique des clans, des groupes d'étudiants s'arrogent le privilège de la parole et de l'intelligence. Ils prétendent détenir la vérité, et se donnent le devoir de l'imposer aux autres. Les autres n'ont pas droit à la parole, ils n'ont pas de parole. La parole du plus fort étant la parole forte. Une telle façon de concevoir les rapports avec les autres s'appelle, dans notre société moderne, intolérance. La violence étant érigée en principe, il est facile de voir sur le campus des étudiants soumis à des cotisations, à payer, sous l'effet de la contrainte, des sommes d'argent à des délégués d'étudiants pour des raisons qu'ils ignorent. Refuser de s'acquitter d'une somme d'argent exigée par un syndicat d'étudiants peut exposer le "réfractaire" à une bastonnade. En dehors des cotisations dans les amphithéâtres, peut être prélevée sur la bourse d'un étudiant, une somme d'argent pour, dit-on, la survie de la lutte estudiantine. On a le sentiment que tout homme a droit à toute chose, c'est-à-dire *«qu'il peut faire ce qu'il veut à qui il veut, qu'il peut posséder toutes choses qu'il veut»*¹⁶. C'est bien le règne de la force. Cette propension à l'usage de la force fait du campus une zone de non-droit. Or une violence appelle une autre.

En effet, comme à l'état de nature hobbesien, les hommes les plus robustes ne jouissent pas tranquillement des victoires que la force leur assure. Celui-là même qui jouit d'une force musculaire n'est pas à l'abri des ruses du plus malingre. Le plus faible, par machination secrète ou à partir d'habilles alliances, est toujours assez fort pour vaincre le plus fort. Cela dit, personne n'est à l'abri.

L'état de nature est pour ainsi dire un état d'insécurité et d'angoisse. Cette crainte d'être tué ou asservi est bien perceptible sur nos campus et dans nos résidences universitaires. En effet, il est aisé de voir un étudiant tétanisé par l'idée de marcher sans la compagnie des siens sur le campus. Cette peur est bien justifiée. Car, il n'est pas rare de

voir des étudiants avec des armes s'affronter pour des différences idéologiques. C'est pourquoi ici, nous voulons prendre à notre compte les interrogations de Hannah Arendt et poser les questions suivantes : «*combien de temps encore les éléments dits "positifs" (dans le mouvement étudiant) subsisteront-ils ? Ne sont-ils pas déjà en passe de s'affaiblir et de se dissoudre, rongés par le fanatisme, par les idéologies, par un esprit de destruction qui atteint souvent aux limites de la délinquance ou de l'ennui ?*»¹⁷. L'espace du campus est envahi par des individus animés d'un zèle aveugle et intransigeant pour leur perception du monde, leur opinion. Pour cette catégorie de personnes, seules leurs opinions sont justes. Dans cette logique et par la force, ils veulent imposer leurs idées. Vu cette situation, il convient d'organiser la paix et la sécurité. Il n'y aura de paix que si chaque groupe ou chaque étudiant renonce au droit absolu qu'il pense avoir sur les autres et sur leurs biens. Sans cette attitude, nous régressons vers un état de barbarie. Aussi, à la manipulation idéologique et mensongère, l'intolérance, faut-il ajouter la lutte pour les intérêts égoïstes et privés comme l'une des causes de la violence en milieu universitaire.

B- Le jeu des intérêts égoïstes et la propension à la réussite facile

A dire vrai, on ne s'intéresse plus à ce qui est posé comme Juste, Vrai, Beau, Bien. Il n'y a plus de critères personnels ou sociaux servant de référence, de principe moral. Cette crise en milieu universitaire est pour ainsi une crise de la raison. La raison instrumentalisée, s'abêtie. La raison, en tant que faculté permettant de distinguer le faux du vrai, le bien du mal est désormais sans saveur et ratatinée. Au lieu de rechercher le vrai, le bien, elle est enlisée par le faux et le mal, l'égoïsme, les intérêts personnels. Règne désormais, la dimension subjective de la raison.

La raison subjective fonde les fins qui servent «*l'intérêt du sujet sous le rapport de la conservation de soi*»¹⁸. Préoccupée par le profit ou l'avantage subjectif, elle oppose une fin de non-recevoir à tout ce qui n'a pas de valeur utilitaire, tout ce qui a un rapport avec la connaissance. La raison subjective est une faculté subjective de l'esprit dans la mesure où, elle est une manière propre à un individu de considérer la réalité à travers ses seuls états de conscience. Elle est une faculté individuelle susceptible de varier en fonction de la personnalité de chacun et de ses intérêts. Aussi, la raison subjective ne se préoccupe t-elle pas des concepts, des idéaux et de l'agir moral. Elle subordonne les fins aux

moyens et de ce fait, elle se lance dans la poursuite effrénée et aveugle du profit. Ainsi, pour elle, tous les moyens sont bons pourvu qu'ils servent l'intérêt du sujet sous le rapport de la conservation de soi. Le sujet ne recherche que sa survie, le maintien de sa vie. Dans ce sens, *«la raison subjective se conforme à n'importe quoi»*¹⁹. En tant que raison calculatrice et instrumentale, elle est utile à la conservation de l'individu, à la quête aveugle et intrépide du profit. Chacun cherche à déposséder l'autre du peu qu'il a. Une telle raison ne peut que conduire à la violence. Car personne ne voudra se laisser déposséder ou dépouiller de ses biens ou privilèges. La défense de ses intérêts peut rencontrer une opposition faite d'actes de violence. Ainsi, s'installe sur les campus un climat d'insécurité permanente.

Cette situation de violence permanente a une incidence sur la qualité des enseignements et sur les résultats des examens universitaires. Il y a un faible rendement de la production des étudiants. Des étudiants mettent le double du temps qu'il faut pour valider les unités de valeurs d'un niveau d'études. Face à cette situation de résultats insatisfaisants, des étudiants préfèrent se tourner vers la tricherie au lieu de fournir des efforts réels pour être performants. Dans cette logique, s'est développé un vocabulaire : le *"pétrole"*, le *"gbonhi"*, le *"cartel"*,... Ces mots n'émergent pas d'un univers neutre du discours. Ils sont bien l'expression de l'érection de la tricherie en principe. Cette tricherie est elle-même défendue par la force. A preuve, un étudiant pris en flagrant délit de fraude au cours d'une évaluation, peut proférer des menaces à l'encontre du surveillant qui voudra le dénoncer. Aujourd'hui, on ne recherche pas les valeurs. Et quand on le fait, cette quête s'évanouit dans l'immédiateté. Or, l'homme va toujours au-delà de lui-même et au-delà des choses. Nous ne devons pas nous livrer à la banalité quotidienne. Car, préoccupés par nos tâches et intérêts personnels, nous finissons par nous enfermer dans les choses finies, à regarder toujours vers le sol et non vers le ciel qui est le symbole de la méditation, de la transcendance et de l'universalité. Notre existence est une existence préoccupée de soi. Or, une telle existence finit très tôt à vivre dans l'anxiété.

La violence en milieu universitaire est évidente. Elle crée un état d'insécurité similaire à celui décrit par Hobbes à l'état de nature, et fait du campus une zone de non-droit. Si cette violence à l'université est causée par les difficiles conditions d'existence et de travail des

étudiants, elle a pour origine profonde une crise des valeurs. C'est pourquoi, la philosophie en tant qu'activité critique, thérapeutique et fondatrice des valeurs, doit aider l'école à sortir du borbier dans lequel elle se trouve.

II- LA PHILOSOPHIE ET LA PACIFICATION DE L'ECOLE

La dimension critique de la philosophie doit se manifester à travers le Refus de toute forme d'instrumentalisation des hommes. Précisément, elle doit dénoncer les subterfuges et les mensonges utilisés pour appâter les étudiants au point de les détourner des buts réels des luttes syndicales. Elle doit éclairer sur ce qui est de la vérité des choses. C'est en cela qu'elle pourra être un ferment de paix. Dans cette logique, les formateurs, en tant qu'acteurs incontournables du système universitaire ont un rôle essentiel à jouer.

A- Le refus de l'instrumentalisation et la tolérance comme facteurs de paix

Il s'agit de libérer l'école de la manipulation idéologique, des luttes politiciennes. Dans cette perspective, face à la crise que vit l'école, la philosophie doit se garder de toute prestidigitation métaphysique. Elle doit pouvoir, à partir de la situation historique réelle, éclairer sur les solutions pouvant conduire à l'apaisement de l'université. Dans la nécessité pour la philosophie de ne pas s'évanouir dans les aberrations, Adorno affirme que *«la philosophie qui répond à ses ambitions sans être puérilement à la remorque de son histoire et de l'histoire réelle retrouve sa vitalité dans sa résistance à l'exercice qu'on en fait couramment de nos jours, et elle recouvre son utilité en s'opposant à tout ce qui justifie les choses établies»*²⁰. La philosophie doit pouvoir libérer la pensée estudiantine de l'univers établi du discours et du comportement. Les choses établies dans le contexte de la crise de l'école en Côte d'Ivoire, ce sont les conditions de vie et de travail difficiles dans lesquelles les étudiants sont maintenus, mais aussi les actes et les attitudes de manipulation idéologique et politicienne érigeant la force, la violence en mode de revendication. Car, il est possible revendiquer des droits sans user de violence. Il peut avoir d'autres formes de revendications efficaces, sans violence. C'est pourquoi, la philosophie doit se mouvoir face à ce fatras existentiel qu'est le nôtre, et aider à la réhabilitation de l'École. Elle doit repenser, non au sens du rafistolage, mais en vue d'un devenir autre de l'institution universitaire. En ce sens, elle doit

commencer par panser ses maux. Car, *«c'est quand la philosophie devient une thérapeutique qu'elle devient réellement elle-même»*²¹. La philosophie peut montrer la réalité telle qu'elle est. Elle peut montrer ce que cette réalité empêche d'arriver à être. Dans cette perspective, il convient de dire que l'environnement dans lequel se développe l'école en Côte d'Ivoire doit être revu et repensé dans le sens de la pacification de l'université. Car, *«débarbariser l'humanité (universitaire) est la condition même de la survie»*²².

Ainsi, il convient de noter que l'équité exige que la collectivité aide les étudiants qui ne peuvent subvenir à leurs besoins. Il faut distinguer les subsides qui permettent de couvrir tout ou partie des frais d'études de ceux qui aident à vivre pendant qu'on étudie. Mais, la capacité à subvenir à ses besoins varie d'un étudiant à un autre, en particulier en fonction des ressources de sa famille. À cela, il faut ajouter la nécessité d'accroître la capacité de nos infrastructures d'accueil. Il faut construire de nouveaux amphithéâtres. Précisément, il convient d'améliorer la vie et le cadre d'étude de l'étudiant. Un tel effort, de la part de la société dans son ensemble, contribuerait à l'apaisement de notre université et conduirait à l'abandon de la violence comme mode d'expression.

Notre université, sous l'emprise de la violence multiforme, doit être rendue à ce qu'elle peut être, un être-autre : un environnement pacifique. À présent la violence est érigée en instrument de revendication. L'univers du discours établi, cristallisé en un univers totalement manipulé et endoctriné, doit subir l'épreuve de ce que Adorno appelle la dialectique négative. En effet, il faut éviter l'instrumentalisation des syndicats d'étudiants. Et, ici, les enseignants ont un rôle essentiel (nous y reviendrons). Ainsi, il convient de dire qu'il y a autre chose que la violence comme mode de revendication et d'expression. C'est pourquoi, il faut accepter l'échange, la discussion, la dialogue. La paix sur les campus, condition d'un environnement propice à l'enseignement et à l'apprentissage, ne peut advenir qu'à cette condition. *«La paix, dit Adorno, est l'état de la différence sans domination dans lequel les différences communiquent»*²³. Il faut accepter la contradiction. Aucune vérité ne peut être hypostasiée sans médiation et s'arroger le statut d'une vérité absolue par conséquent paradigmatique. Car, de sa prétention au paradigme, pointe sa prétention à la domination. La vérité est toujours médiatisée, si elle ne l'est pas elle est idéologie. C'est dans le jeu des différences qu'elle advient au jour. Sans cette condition élémentaire, nous aboutirons non seulement à une régression de

l'humanité, mais aussi à une véritable barbarie. Qui plus est, la vérité est particulière et fragmentaire. Il n'y a pas de vérité unidimensionnelle, paradigmatique et absolue. Cette nature de la vérité devrait conduire à la tolérance. Elle est, nous dit Walzer, «*la condition même de la vie, parce que son contraire mène souvent à la mort ; elle est également la condition de la vie collective des communautés au sein desquelles nous vivons. La tolérance rend possible l'existence des différences ; les différences rendent nécessaires l'exercice de la tolérance*»²⁴. Les différences ici ne doivent pas être perçues comme un permis de «*toute différence réelle ou imaginable*»²⁵. Car, la tolérance est ce qui nous guide vers les valeurs que sont la paix, l'égalité et la justice sociale. La prise en compte des valeurs demande que l'on vive selon la raison objective.

En effet, «*celui qui vit à la lumière de la raison objective vit par là même une existence heureuse et couronnée de succès*»²⁶. Ceci pour dire que la condition du bonheur est une vie conforme aux principes de la raison objective. Cette raison, dans sa dimension théorique consiste à former des concepts tels que l'idée de bien, la manière de réaliser les fins dernières. Elle cherche l'unité la plus haute et la plus grande intelligibilité. Elle pense les totalités les plus universelles. Elle est le tribunal, le juge ou l'arbitre qui se prononce en dernière instance sur les significations et les valeurs de l'existence personnelle et de la vie collective. La raison objective a pour but la réalisation des grandes valeurs. Lieu d'éclosion des idéaux tels que la vérité, la paix, la justice, le bonheur, la liberté, elle donne à la vie individuelle et collective son sens ultime. Une telle raison nous permet de comprendre que nous ne sommes pas seuls au monde, et que la vie en communauté exige un minimum de règles et de principes fondés par l'acceptation de l'autre, quelles que soient ses origines et ses opinions. Elle permet aux hommes de regarder vers l'Homme et de ne pas figer le monde à leur existence individuée sans lien avec les autres. Comprendre le sens et le fondement de la vie collective est un principe essentiel. C'est pourquoi, il faut inculquer aux apprenants les valeurs de la vie en société.

B- Le rôle des formateurs

Les contenus d'enseignement devraient aider, comme l'indique la déclaration mondiale sur l'enseignement supérieur, à préserver et à promouvoir les valeurs sociétales, en assurant la formation des jeunes aux valeurs qui sont à la base d'une citoyenneté démocratique, et en offrant des points de vue critiques et objectifs destinés à faciliter le débat sur

les options stratégiques et le renforcement des perspectives humanistes. Cette citoyenneté démocratique est fondée par un cadre d'échange dans lequel *«chacun fournit à l'autre les raisons par lesquelles il peut souhaiter qu'une manière d'agir soit rendue socialement obligatoire. Chaque personne concernée doit donc pouvoir se convaincre que la norme proposée est "également bonne pour tous»*²⁷. Ce cadre d'échange, lieu de recherche d'une entente commune, appelle à un effort de coopération entre des sujets moraux qui se préoccupent de la meilleure façon d'agir face aux actions à poser dans la société. Il introduit le débat entre les interlocuteurs rationnels et moraux en vue d'une action attendue. Cette perspective de la communication orientée vers l'entente ou l'intercompréhension peut servir de fondement à la cohésion du microcosme universitaire agité par la violence. Car, il repose sur la reconnaissance intersubjective de prétentions à la validité sur ce qui existe ou devrait exister. Et comme le dit Habermas, *«l'intersubjectivité où le moi peut s'identifier avec un autre moi, sans abandonner le non-identité qu'il y a entre lui et son autre, s'établit aussi dès lors que (...) l'interaction entre des sujets, autrement si c'est un partenaire non un objet»*²⁸. L'intersubjectivité s'exerce dans le cadre d'une discussion publique, sans entraves et exempte de domination. Ainsi, l'Université doit se servir de sa capacité intellectuelle et de son prestige moral pour défendre et diffuser activement les valeurs universellement acceptées telles que la paix, la justice, la liberté, l'égalité et la solidarité inscrites dans l'acte constitutif de l'UNESCO. C'est à cette condition qu'elle cessera d'être un ferment de violence et lieu de barbarie.

Dans la logique constructive de l'Université, l'enseignant a un rôle essentiel, du point de vue de ses capacités intellectuelles, mais aussi du point de vue de ses qualités humaines. En effet, *«si l'expertise pédagogique et la connaissance technique sont manifestement indispensables, l'enseignement est, en dernière analyse, un art créatif qui, à partir des connaissances existantes, crée quelque chose de nouveau grâce à des efforts psychologiques et intellectuels spontanés et improvisés, tout en étant disciplinés par l'éducation et l'expérience. De sorte que, contrairement à une technologie qu'il suffit d'appliquer correctement pour produire des résultats prévisibles et uniformes, l'enseignement produit surtout des surprises et des joies»*²⁹. Il consiste à créer du neuf à partir d'éléments à peine organisés dans le but, surtout avec des étudiants jeunes, *«de leur ouvrir l'esprit, d'enrichir leur personnalité»*³⁰.

Dans la mesure où les enseignants sont chargés de la formation et de l'éducation des étudiants, ils doivent se pencher sur leurs motivations et la façon d'aborder leur enseignement. Autrement dit, les enseignants doivent prendre conscience que tous leurs actes auront désormais valeur d'exemple et principe d'identification. *«Le métier d'enseignant comporte une dimension morale non seulement parce qu'il implique la responsabilité des enfants que l'on vous confie, mais aussi parce qu'il suppose de transmettre des valeurs éthiques»*³¹. C'est pourquoi, il convient de dire que les enseignants de nos Universités ne doivent avoir pour seul but, l'accomplissement de leur devoir en toute objectivité et scientificité. Précisément, ils ne doivent pas se laisser instrumentaliser par les partis politiques au risque de transformer leur cours en un forum politique, une occasion de propagande et de défense des idées de leurs partis. Aussi, les revendications qu'ils engagent doivent-elles porter sur des questions corporatistes, et non user de subterfuges et de stratagèmes pour défendre les intérêts des partis politiques. Ils doivent dominer les passions liées au champ politique sous les tropiques pour n'embrasser que la science. C'est seulement à cette condition qu'ils pourront remplir leur fonction d'éducateurs et contribuer à la pacification de l'université. Car la violence est aveugle. Personne n'est à l'abri de l'usage de la force. Tout comme les étudiants qui subissent les assauts répétés d'un syndicat d'étudiants (!) sur le campus et dans les résidences universitaires, les enseignants peuvent être la cible des étudiants. A preuve, des étudiants de la maîtrise de droit, carrière judiciaire de l'Université de Bouaké, pour manifester leur désapprobation face aux résultats des examens de fin d'année qu'ils ont jugé catastrophiques, en 2002, avaient sauvagement battu et humilié l'enseignant Brou Kouadio. Pour éviter ce genre de situation dégradante pour notre Institution, les enseignants doivent encourager les étudiants au travail et non à la facilité. Le refus des enseignants d'être des représentants de partis politiques sur l'espace universitaire, leur refus d'inféodation et d'instrumentalisation aussi pourra faire d'eux des modèles. Leur indépendance vis-à-vis des chapelles politiques permettra aux étudiants de comprendre qu'on peut réussir ses études et sa vie sans se laisser manipuler par des idéologies politiciennes. La véritable voie de réussite sociale est le travail. C'est pourquoi ils doivent apprendre à leurs étudiants que le travail et le plaisir peuvent aller de pair, ce n'est pas seulement pour faciliter l'apprentissage, mais aussi pour leur faire entrevoir les joies que leur réservent l'acquisition et l'utilisation du savoir.

Ainsi, il est nécessaire de fonder les méthodes d'enseignement sur

l'effort et non sur la facilité. Il y a nécessité que l'apprenant fasse un effort de dépassement et de sérieux. L'école ne doit pas paraître comme un lieu de luttes politiciennes. Elle est un lieu d'apprentissage. Il faut d'abord s'instruire, et après les études chercher une insertion socio-professionnelle. Cela demande de l'abnégation. L'étudiant doit comprendre que les victoires sont toujours acquises au bout de l'effort, elles sont pénibles. En ce sens, l'étudiant doit savoir que, «*à vaincre sans péril, on triomphe sans gloire*»³². C'est au bout de l'effort qu'on ressent les plus grandes joies dans notre existence quotidienne. Mais ce rôle d'exemple et de modèle, l'enseignant ne pourra le remplir que s'il se trouve, s'agissant de nos pays sous-développés, dans des conditions de travail acceptables. Car, aujourd'hui comme dans les années soixante-dix, «*le nombre de bureaux disponibles pour les enseignants n'ayant pas également suivi le rythme d'évolution de l'effectif de ces enseignants, de nombreux professeurs peuvent difficilement être présents et disponibles à l'université en dehors de leurs heures de service afin de développer avec les étudiants ces relations personnelles sans lesquelles toute action d'éducation n'a qu'une portée limitée*»³³. Cela dit, les pouvoirs publics doivent prendre au sérieux la fonction enseignante. S'il arrive que le métier d'enseignant, comparé à d'autres fonctions comme celles de juriste ou de médecin dégage un certain inaccomplissement social, l'identification au modèle exige qu'on améliore les conditions de vie et de travail de l'enseignant. Sans cette condition élémentaire, le processus de pacification mis en œuvre risque de connaître un échec. Il faut tenir compte de l'importance de la fonction enseignante. L'enseignant est un maillon essentiel dans la chaîne conduisant à la paix sur les campus.

Pacifier l'école est possible grâce à la l'amélioration des conditions d'études à l'Université et le refus de la manipulation idéologique et instrumentale de la gente estudiantine.

CONCLUSION

Les problèmes de l'école ont pour origine les conditions d'études, une instrumentalisation de la gente estudiantine débouchant sur une crise des valeurs. L'une des voies de sortie se trouve dans l'attitude critique et thérapeutique de la philosophie. Cette dernière doit montrer l'importance et l'impérieuse nécessité d'introduire dans nos programmes, des enseignements insistant sur les valeurs que sont la justice sociale, le

courage et la tolérance. Il est possible de pacifier l'université. Cela nécessite que nous affrontions sans démagogie le problème de l'école, de sa place dans la société, de l'équilibre nécessaire entre les droits et les devoirs et de refonder une citoyenneté permettant à tous nos jeunes de se sentir partie prenante dans la construction de notre avenir commun. Dans cette logique, les formateurs ont un rôle essentiel. A condition que le métier d'enseignant ne soit pas «frappé d'interdit»³⁴.

BIBLIOGRAPHIE

- Adorno (T. W.), *Modèles critiques*, Paris, Payot, 1984, Trad. Marc Jimenez et Eliane Kaufholz.
- Adorno (T. W.), *Minima moralia, réflexions sur la vie mutilée*, Paris, Payot, 1980, Trad. Eliane Kaufholz et Jean-René Ladmiral.
- Arendt (H.), *Du mensonge à la violence, essais de politique contemporaine*, Paris, Calmann-lévy, 1972.
- Banner (James M.), Cannon (Harold C.), *L'art d'enseigner*, Paris, Nouveaux Horizons, 2002, Trad. Marie-France Pavillet.
- Braud (P.), *Violences politiques*, Paris, Seuil, 2002.
- Corneille, *Le Cid*, Paris, Hachette, 1968.
- Diarrassouba (V. Charles), *L'Université ivoirienne et le développement de la nation*, Abidjan, Les Nouvelles Editions Africaines, 1979.
- Fié (D. L.), *La Théorie Critique chez Herbert Marcuse*, thèse de Doctorat Unique, Bouaké, Université, 2003.
- Fié (D. L.), «Intolérance et violence : vers une critique de la barbarie civilisée» in *LE KORE*, Abidjan, EDUCI, 2005, N°36, pp. 80-95.
- Habermas (J.), *Théorie de l'agir communicationnel : pour une critique de la raison fonctionnaliste*, Paris, Fayard, 1987, tome 2, Trad. Jean- Louis Schlegel.
- Habermas (J.), *Morale et communication*, Paris, Cerf, 1991, Trad. Bouchindhomme.
- Hobbes (T.), *Le Léviathan*, Paris, Sirey, 1971, Trad. Tricaud.
- Hobbes (T.), *Les éléments du droit naturel et politique*, Lyon, l'Hermès, 1977, Trad. Louis Roux.
- Horkheimer (M.), *Éclipse de la raison*, Paris, Payot, 1974, Trad. Jacques Debouzy et de Jacques Laize.
- Lazar (J.), *La violence des jeunes. Comment fabrique-t-on des délinquants ?*, Paris, Flammarion, 2002.

Marcuse (H.), *L'homme unidimensionnel, essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée*, Paris, Minuit, 1968, Trad. Monique Wittig.

Marcuse (H.), *Philosophie et Révolution*, Paris, Denoël, 1969, Trad. Cornélius HEIM.

Walzer (M.), *Traité sur la tolérance*, Paris, Gallimard, 1998, Trad. Chalm Hutner.

Winock (Michel), «La passion de l'égalité» in *L'HISTOIRE*, N°263, Mars 2002, p. 33.

NOTES DE BAS DE PAGE

- 1- Fié (D. L.), *La Théorie Critique chez Herbert Marcuse*, thèse de Doctorat Unique, Bouaké, Université, 2003, p. 342.
- 2- Fié (D. L.), «Intolérance et violence : vers une critique de la barbarie civilisée» in *LE KORE*, Abidjan, EDUCI, 2005, N°36, p. 80.
- 3- Marcuse (H.), *L'homme unidimensionnel, essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée*, Trad. Monique Wittig, Paris, Minuit, 1968, p. 218.
- 4- Lazar (J.), *La violence des jeunes. Comment fabrique-t-on des délinquants ?*, Paris, Flammarion, 2002, p. 24.
- 5- Lazar, *Op. cit.*, p. 15.
- 6- Marcuse (H.), *Philosophie et Révolution*, Paris, Denoël, 1969, Trad. Cornélius Heim, p. 154.
- 7- Fié (D. L.), *Article cité*, p. 84.
- 8- Hobbes (T.), *Le Léviathan*, Paris, Sirey, 1971, Trad. Tricaud, p. 99.
- 9- Fié (D. L.), *Article cité*, p. 84.
- 10- La Fontaine, *Les Fables Choisies de la Fontaine*, Saint-Maur, Sépia, 1994, Introduction de Jean Pliya, p. 95.
- 11- Adorno (T. W.), *Modèles critiques*, Paris, Payot, 1984, Trad. Marc Jimenez et Eliane Kaufholz, p. 204.
- 12- C'est nous qui ajoutons.
- 13- Diarrassouba (Valy Charles), *L'Université ivoirienne et le développement de la nation*, Abidjan, Les Nouvelles Editions Africaines, 1979, p. 171.
- 14- Winock (Michel), «La passion de l'égalité» in *L'HISTOIRE*, N° 263, Mars 2002, p. 33.
- 15- Bien que pourvoyeuse de la majorité des leaders et autres responsables des jeunes des différents partis politiques, la FESCI n'est pas le seul bras séculier. D'autres structures estudiantines, même si elles n'usent pas des méthodes violentes de la FESCI, existent et sont des supports des partis politiques. Issu de la cellule de réflexion et d'action concrètes (CERAC), révélé après la perte du pouvoir d'Etat par le Parti Démocratique de Côte d'Ivoire, Kouadio Kouakou Bertin est l'actuel président de la jeunesse du PDCI-RDA. Ainsi, il est aisé de constater que les syndicats d'étudiants et leurs leaders, qu'ils soient issus de la FESCI ou de toute autre structure, sont inféodés à des partis politiques.
- 16- Hobbes (T.), *Les éléments du droit naturel et politique*, Lyon, l'Hermès, 1977,

- Trad. Louis Roux, p. 203.
- 17- Arendt (H.), *Du mensonge à la violence, essais de politique contemporaine*, Paris, Calmann-lévy, 1972, p. 224.
- 18- Horkheimer (M.), *Éclipse de la raison*, Trad. Jacques Laize, Paris, Payot, 1974, p. 13-14.
- 19- Horkheimer, *Op. cit.*, p. 34.
- 20- Adorno (T. W.), *Modèles critiques*, Paris, Payot, 1984, Trad. Marc Jimenez et Eliane Kaufholz, p. 12.
- 21- Marcuse (H.), *L'homme unidimensionnel, essai sur l'idéologie de la société industrielle avancée*, Paris, Minuit, 1968, traduction de Monique Wittig, p. 222.
- 22- Adorno, *Op. cit.*, p. 203.
- 23- Adorno, *Op. cit.*, p. 263.
- 24- Walzer (M.), *Traité sur la tolérance*, Paris, Gallimard, 1998, Trad. Chaïm Hutner, p. 10.
- 25- Walzer, *Op. cit.*, p. 19.
- 26- Horkheimer, *Op. cit.*, p. 15.
- 27- Habermas (J.), *Morale et communication*, Paris, Cerf, 1991, Trad. Bouchindhomme, p. 92.
- 28- Habermas (J.), *Théorie de l'agir communicationnel : pour une critique de la raison fonctionnaliste*, Paris, Fayard, 1987, Tome 2, Trad. Jean-Louis Schlegel, p. 201.
- 29- Banner (J. M.), Cannon (Harold C.), *L'art d'enseigner*, Paris, Nouveaux Horizons, 2002, Trad. Marie-France Pavillet, p. XIV.
- 30- Banner, *Op. cit.*, p. XV.